



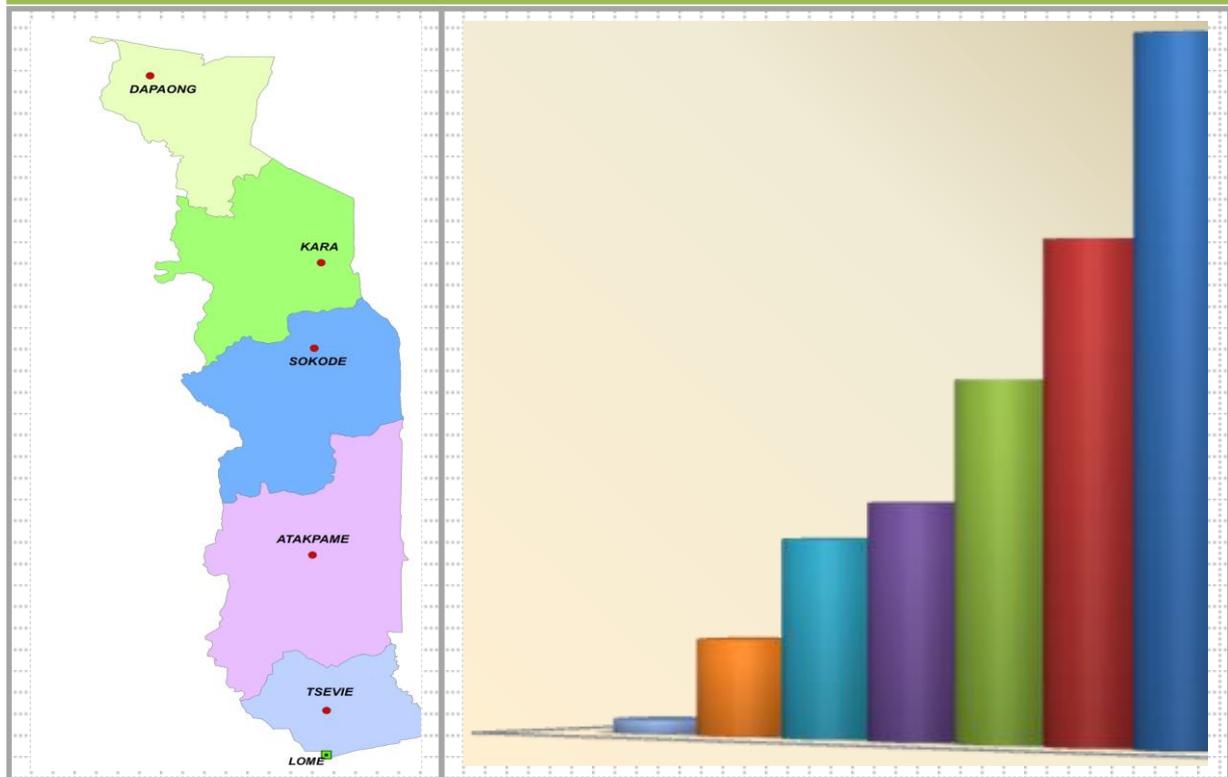
MINISTERE DE LA PLANIFICATION,  
DU DEVELOPPEMENT ET DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA  
REPUBLIQUE, CHARGE DE LA PROSPECTIVE  
ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES  
(INSEED)

# COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2010

*COMPTES DEFINITIFS*



*Mai 2015*



# **COMPTES NATIONAUX DU TOGO**

**2010**

*COMPTES DEFINITIFS*

## FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

### Indicateurs de performance globale de l'économie

Rubrique	Libellé	2009	2010
<b>Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA)</b>			
	Produit intérieur brut (PIB)	1 589,2	1 696,9
	Exportations de biens et services	565,0	642,1
	Importations de biens et services	797,9	905,5
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	321,1	359,6
	Consommations finale (CF)	1 486,7	1 594,1
	Épargne brute	268,8	254,7
	Encours de la dette extérieure	770,1	260,3
	Service de la dette extérieure (yc arriérés)	40,0	17,3
	Stock de la dette intérieure	492,0	460,2
<b>Agrégat par tête (En FCFA)</b>			
	PIB/tête	277 339,9	274 079,0
	CF des ménages/tête	223 170,2	216 576,9
	RDB des ménages/tête	239 788,8	245 551,1
<b>Taux de croissance</b>			
	Taux de croissance réel du PIB	5,5%	6,1%
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	3,3%	3,4%
	Taux de croissance réel de la FBCF	16,5%	9,6%
	Taux de croissance réel des Exportations	10,7%	9,9%
	Taux de croissance réel des Importations	6,5%	9,5%
<b>Indicateurs de structure et autres taux</b>			
	Part de l'informel dans le PIB ( <i>non compris les loyers imputés et services domestiques</i> )	50,5%	45,7%
	Taux d'investissement	21,1%	21,6%
	Taux d'épargne	16,9%	15,0%
	Taux effectif de prélèvement fiscal	15,8%	16,1%
<b>Prix</b>			
	Déflateur du PIB	2,2%	0,7%
	Taux d'inflation (IHPC)	1,9%	1,4%
<b>Echange avec l'extérieur</b>			
	Solde balance des biens et services / PIB	-14,7%	-15,5%
	Taux de pénétration	33,4%	34,8%
	Propension moyenne à exporter	0,356	0,378
	Propension moyenne à importer	0,502	0,534
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur	85,8%	91,2%
	Taux de couverture du commerce extérieur	70,8%	70,9%

## Indicateurs de performance globale de l'économie

Rubrique	Libellé	2009	2010
	Termes de l'échange	103,7	99,1
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB	-3,1%	-36,4%
	Exportations des biens industriels/Total exportations	70,4%	69,4%
<b>Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières</b>			
	Part salariale	26,7%	30,9%
	Taux de marge	69,4%	67,9%
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	8,1%	-18,2%
	Taux d'investissement	30,3%	28,7%
<b>Indicateurs de comportement et de participation des ménages</b>			
	Propension moyenne à consommer	0,931	0,882
	Part de l'investissement financé par l'épargne	73,2%	44,2%
	Part de la CF dans le PIB	80,5%	79,0%
	Part de l'investissement dans l'investissement total	20,8%	21,6%
<b>Population</b>			
	Population totale ( <i>en millions</i> )	5,730	6,191
	Taux de croissance démographique	2,8%	2,8%
<b>Ratios</b>			
	Consommation finale des ménages/PIB	80,5%	79,0%
	Consommation finale publique/PIB	11,5%	13,4%
	Consommation finale totale/PIB	93,6%	93,9%
	FBCF Privée/PIB	14,1%	8,2%
	FBCF publique/PIB	6,1%	13,0%
	FBCF totale/PIB	20,2%	21,2%
	Exportations/PIB	35,6%	37,8%
	Importations/PIB	50,2%	53,4%

## EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

### SUPERVISION

Kokou Yao N'GUSSAN	Directeur Général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)
Tchiou ANIMAOU	Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques
Kodzo Dodzi HEVI	Chargé de la division des comptes nationaux et de la prévision

### EQUIPE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX

Kodzo Dodzi HEVI  
Tchambago OURNA  
Atcharé Kossivi BANDJE  
Koffi Mepanou ADOLI  
Nouroudine ABDOULAYE  
Wiyao DJENGLE  
Abravi DUYIBOE  
P'lanam Germain FAROUH  
Manzama FAWIE  
Dadja Tassondi TAZOU  
Kodjovi NATOR  
Esso-Hanam P. ASSOTI  
Kossi ANANI  
Komlan S. PADOMNAWE

### APPUI TECHNIQUE

AFRITAC de l'Ouest  
AFRISTAT  
Assistance technique internationale de l'Union européenne

## TABLE DES MATIERES

<b>FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE.....</b>	<b>I</b>
<b>EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX .....</b>	<b>III</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>IV</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>V</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES .....</b>	<b>VI</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>1</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>2</b>
<b>2. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE EN 2010.....</b>	<b>4</b>
2.1: FORMATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES.....	4
2.2: ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE.....	5
2.2.1. Secteur primaire .....	7
2.2.2. Secteur secondaire.....	9
2.2.3. Secteur tertiaire .....	10
2.2.4. Part de l'informel dans le PIB.....	11
2.2.5. Emploi dans l'économie en 2010.....	12
2.3: ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB.....	13
2.3.1. Consommation finale .....	14
2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF).....	14
2.3.3. Variations de stocks.....	16
2.3.4. Échanges extérieurs de biens et services .....	16
2.4: ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2010.....	18
2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels.....	18
2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF).....	19
2.4.3. Situation des sociétés financières .....	20
2.4.4. Administrations publiques .....	21
2.5: SITUATION VIS-A-VIS DE L'EXTÉRIEUR.....	21
<b>ANNEXES.....</b>	<b>22</b>
ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉS À PRIX COURANTS.....	22
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉS (À PRIX CONSTANTS BASE 2007) .....	23
ANNEXE 3: ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE DE 2008 À 2010 À PRIX COURANT .....	24
ANNEXE 4: FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL .....	24
ANNEXE 5: MATRICE DE L'EMPLOI.....	25
ANNEXE 6: TABLEAUX DE SYNTHÈSE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE .....	26
Annexe 6.1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2009, base 2007.....	26
Annexe 6.2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2010, base 2007.....	27
Annexe 6.3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) Campagne 2010, courant.....	28
Annexe 6.4: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI), campagne 2010 .....	29
ANNEXE 7: APERÇU MÉTHODOLOGIQUE.....	30
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>36</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des taux de croissance dans le monde entre 2007 et 2010.....	2
Tableau 2: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants.....	5
Tableau 3: Compte de production du secteur primaire.....	7
Tableau 4: Evolution des principales productions agricoles.....	8
Tableau 5: Evolution des emplois du PIB à prix constant base 2007.....	13
Tableau 6: Formation Brute de Capital Fixe par nature.....	15
Tableau 7: Évolution en valeur des Biens et services exportés en 2009 et 2010.....	16
Tableau 8: Évolution en valeur des Biens et services importés en 2009 et 2010.....	17
Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SNF.....	19
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SF.....	20
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les APU.....	21

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Taux de croissance du PIB en volume dans la zone UEMOA (%) en 2010.....	3
Figure 2: Part des différents secteurs dans le PIB en 2010, prix constants 2007.....	6
Figure 3: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité en 2009 et 2010.....	6
Figure 4: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire.....	7
Figure 5: VAB des branches d'activité du secteur secondaire à prix constants, de 2008 à 2010.....	9
Figure 6: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire.....	10
Figure 7: Part de l'informel dans le PIB et par secteur d'activités entre 2009 et 2010.....	11
Figure 8 : Poids des secteurs dans l'emploi total.....	12
Figure 9: Contribution à la croissance des emplois du PIB entre 2008-2010.....	14
Figure 10: Formation Brute de Capital Fixe par secteur.....	15

## SIGLES ET ACRONYMES

AFRISTAT	:	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	:	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest
APU	:	Administration publique
BAD	:	Banque africaine de développement
BCEAO	:	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CAF	:	Coût, assurance et fret
CB	:	Compte de branche
CCF	:	Consommation de capital fixe
CEDEAO	:	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CF	:	Consommation finale
CI	:	Consommation intermédiaire
CITI (Rev 3)	:	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CN	:	Comptabilité nationale
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
DCF	:	Demande de consommation finale
DCNEE	:	Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	:	Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC2080	:	Déclaration des établissements de crédit
DGSCN	:	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	:	Déclarations statistiques et fiscales
DSRP	:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DTS	:	Droits de tirages spéciaux
EB	:	Épargne brute
EBE	:	Excédent brut d'exploitation
ERE	:	Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	:	Application informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAB	:	Franco à bord
FBC	:	Formation brute de capital
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FMI	:	Fonds monétaire international
IADM	:	Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale
IDA	:	International development association
IHPC	:	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	:	Indice harmonisé de la production industrielle
INSEED	:	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPI	:	Indice de la production industrielle
I-PPTE	:	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
ISBL	:	Institution sans but lucratif
ISBLSM	:	Institution sans but lucratif aux services des ménages
NAEMA	:	Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT

---

NOPEMA	:	Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
OCDE	:	Organisation de coopération et de développement économique
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAI	:	Programme d'appui institutionnel de l'Union européenne à l'État togolais
PAL	:	Port autonome de Lomé
PDNA	:	Post disasters needs assesments
PIB	:	Produit intérieur brut
PNIASA	:	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	:	Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	:	Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	:	Revenu disponible brut
RDM	:	Reste du monde
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitat
RNBD	:	Revenu national brut disponible
RND	:	Revenu national disponible
SCE	:	Solde du commerce extérieur
SCN	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies
SCN93	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993
SF	:	Société financière
SIFIM	:	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNDS	:	Stratégie nationale de développement de la statistique
SNF	:	Société non financière
SRP	:	Stratégie de réduction de la pauvreté
SSN	:	Système statistique national
TCEI	:	Tableau des comptes économiques intégrés
TdE	:	Société togolaise des eaux
TRE	:	Tableau des ressources et des emplois
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	:	Union européenne
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	:	Valeur ajoutée brute
VS	:	Variations des stocks

## AVANT-PROPOS

En cette année 2015, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2010. Il est intitulé «**Comptes nationaux définitifs du Togo 2010**». Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la quatrième de cet exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication permet ainsi de mettre à la disposition des décideurs, des chercheurs et de tous les utilisateurs de statistiques, la série des comptes nationaux de 2000 à 2010 sous le SCN 1993.

L'INSEED tient alors à adresser ses vifs remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier, pour les prises de décision ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la Commission de l'Union européenne pour son appui financier et technique à travers le Projet d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI) ;
- ✓ à la Banque mondiale pour son appui financier à travers le *Trust fund*;
- ✓ aux membres du comité PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et Associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et les sacrifices consentis ;
- ✓ à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document sont les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour des informations complémentaires.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### *Une reprise de l'activité économique mondiale*

L'activité économique mondiale en 2010 est marquée par une reprise importante après une année précédente pleine d'incertitudes eu égard à la forte baisse du produit intérieur brut (PIB). En effet, après une récession (-0,5%) l'année précédente, la production mondiale a enregistré une croissance de 5,1% sous l'effet des plans de redressement mis en œuvre par les pouvoirs publics de plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et surtout sous l'impulsion de l'activité économique dans les pays émergents.

Ces plans ont consisté en l'assouplissement des conditions monétaires, des mesures de soutien du secteur financier et des impulsions budgétaires. Contrairement à 2009 où l'activité a été contrastée suivant les économies, en 2010, l'activité économique a enregistré une hausse dans toutes les régions du monde à des rythmes différents.

La hausse de la croissance mondiale a eu un effet sur la demande de matières premières dont les cours ont connu un renchérissement. La montée des cours du pétrole a aggravé l'inflation qui est passée de 0,1% à 1,6% dans les pays de l'OCDE et de 5,2% à 6,2% dans le reste du monde entre 2009 et 2010.

**Tableau 1: Evolution des taux de croissance dans le monde entre 2007 et 2010 (en %)**

Années	2007	2008	2009	2010
Monde	5,1	3,0	-0,5	5,1
USA	2,0	0,4	-2,8	2,5
Zone Euro	2,7	0,6	-4,4	1,9
Pays émergents			3,1	7,5
dont :				
<i>Chine</i>	13,0	9,6	9,2	10,4
<i>Inde</i>	9,4	6,2	5,0	11,2
<i>Brésil</i>	6,1	5,2	- 0,3	7,5
Afrique subsaharienne	6,2	5,5	2,8	5,3
UEMOA	3,2	4,1	3,0	4,3
Asie	10,6	7,9	7,2	9,5

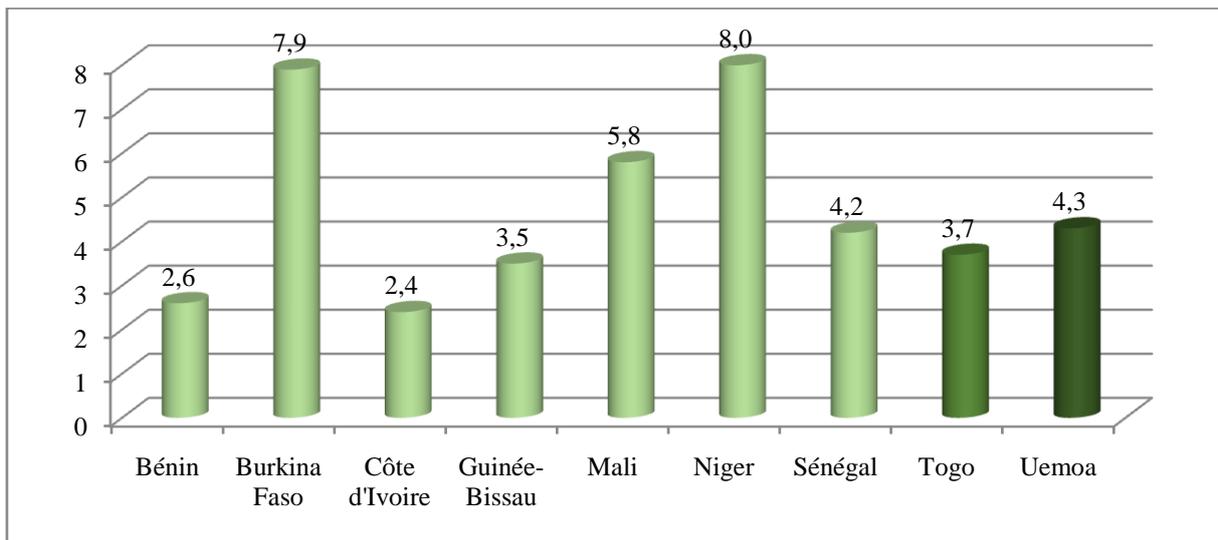
*Source: INSEE 2014, BCEAO, FMI*

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accélérée (5,3% en 2010 contre 2,8% en 2009) grâce au redressement des exportations des matières premières consécutif à la reprise de la demande mondiale et aux renchérissements des cours mondiaux. Les pays exportateurs de pétrole ont le plus profité du renchérissement des matières premières.

Les transferts des migrants vers les pays en voie de développement ont repris et ont connu une croissance de 6,0%, atteignant un niveau de 325,0 milliards de dollars US<sup>1</sup>. Au niveau de la coopération internationale, on note une forte allocation en droits de tirage spéciaux (DTS) et le renforcement des ressources de l'Association internationale pour le développement (IDA) pour les pays en voie de développement.

Au sein des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique s'est sensiblement accélérée ; le taux de croissance du PIB réel dans la zone est passé de 3,0% en 2009 à 4,3% en 2010. Les économies des États membres de l'UEMOA ont également bénéficié de la reprise de la demande mondiale et de la hausse des cours des matières premières exportées tant pour les produits agricoles que pour les produits des industries extractives. Les bons résultats du secteur agricole, s'agissant tant des productions vivrières que des cultures de rente, y compris le coton, dans la plupart des pays, et la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics, en particulier dans les infrastructures, expliquent l'orientation favorable de la croissance de la zone.

**Figure 1: Taux de croissance (en %) du PIB en volume dans la zone UEMOA en 2010**



*Source: Banque de France, 2012*

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, les valeurs monétaires données dans ce document sont en milliards de francs CFA

## 2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2010

Sur le plan national, l'année a été marquée par l'organisation des élections présidentielles, la réalisation du quatrième Recensement général de la population et l'habitat (RGPH4), la réhabilitation et la construction des infrastructures, etc.

Le Togo a enregistré de bonnes performances sur le plan de la gestion macroéconomique, notamment la mise en œuvre satisfaisante du programme convenu avec le FMI, conduisant à un allègement de sa dette. A fin 2010, le Togo atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (I-PPTE) et a aussi bénéficié d'un allègement de sa dette multilatérale dans le cadre de l'Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM). Les réformes entreprises par le gouvernement pour l'assainissement du climat des affaires se sont poursuivies.

L'activité économique a, en outre, continué de bénéficier de la mise en œuvre d'un important programme d'investissements publics, notamment dans les infrastructures, et de la reprise de la coopération internationale et des investissements étrangers. En termes d'infrastructures, l'année 2010 a été l'année du lancement de la politique des grands travaux consistant à construire des routes (Nationales N°2 et N° 3, contournements de Défalé et d'Alédjo) et à la mise en place des plans de développement de l'agriculture à l'instar du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA).

Le pays a bénéficié de la montée des cours des produits de base (cacao et café) même si les productions restent encore modestes. Le taux d'inflation modéré s'établit à 1,4% en 2010 contre 1,9% en 2009 malgré une diminution de la production des cultures vivrières, le gouvernement ayant pris des mesures pour ne pas répertorier la hausse des prix des produits pétroliers sur la consommation intérieure.

### 2.1: Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2010, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 1 696,9 milliards de FCFA contre 1 589,2 milliards de FCFA en 2009. Aux prix de 2007, le PIB s'élève à 1 485,0 milliards de FCFA pour un volume de 1 399,6 milliards en 2009, traduisant ainsi, une croissance économique de 6,1% en termes réels.

Suivant l'optique de l'offre, on note que la valeur ajoutée brute des branches a progressé de 1 235,7 milliards en 2009 à 1 306,7 milliards en 2010, soit une progression de 5,8% à prix constants. Les impôts nets de subvention ont également cru de 8,7% passant de 164,0 milliards de FCFA en 2009 à 178,3 milliards en 2010.

Du point de vue de la demande, la consommation finale continue de tirer l'évolution du PIB, avec un poids dans le PIB s'établissant à plus de 95,0%. La consommation finale atteint à prix constants 1 414, 5 milliards contre 1 326,4 milliards en 2009. En volume, elle a progressé de 6,6% par rapport à 2009. Les autres composantes de la demande ont également augmenté : la FBCF de 302,8 milliards de FCFA en 2009 à 323,3 milliards de FCFA en 2010 (6,8%) ; les exportations, de 493,8 milliards de FCFA en 2009 à 542,8 milliards de FCFA en 2010 (9,9%).

les importations, de 723,4 milliards de FCFA en 2009 à 795,7 milliards de FCFA en 2010 (10,0%).

**Tableau 2: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants**

• *Prix courants, 2010*

	<i>Unité = 1 million de FCFA</i>		
	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>PIB (approche production)</b>	<b>1 482 360</b>	<b>1 589 243</b>	<b>1 696 878</b>
Valeur ajoutée	1 329 196	1 420 945	1 509 829
+ Impôts sur les produits	166 142	170 362	190 927
- Subventions sur les produits	12 978	2 064	3 878
<b>PIB (approche demande)</b>	<b>1 482 360</b>	<b>1 589 243</b>	<b>1 696 878</b>
Dépense de consommation finale	1 429 04	1 486 745	1 594 057
+ Formation brute de capital	290 421	335 431	366 294
+ Exportations de biens et services	508 568	565 007	642 071
- Importations de biens et services	746 233	797 940	905 544
<b>PIB (approche revenus)</b>	<b>1 482 360</b>	<b>1 589 243</b>	<b>1 696 878</b>
Rémunération des salariés	263 924	278 613	371 269
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 065 272	1 142 332	1 138 560
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	153 164	168 298	187 049

*Source: INSEED, 2015*

• *Prix constants, base 2007*

	<i>Unité = 1 million de FCFA</i>		
	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>PIB (approche production)</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 399 629</b>	<b>1 484 996</b>
Valeur ajoutée	1 178 458	1 235 657	1 306 733
+ Impôts sur les produits	161 880	166 216	182 116
- Subventions sur les produits	14 152	2 244	3 853
<b>PIB (approche demande)</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 399 629</b>	<b>1 484 996</b>
Dépense de consommation finale	1 290 825	1 326 378	1 414 515
+ Formation brute de capital	268 662	302 779	323 302
+ Exportations de biens et services	446 201	493 833	542 842
- Importations de biens et services	679 502	723 361	795 663
<b>PIB (approche revenus)</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 399 629</b>	<b>1 484 996</b>
Rémunération des salariés	251 790	280 261	275 109
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	926 668	955 396	1 031 624
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	147 728	163 972	178 263

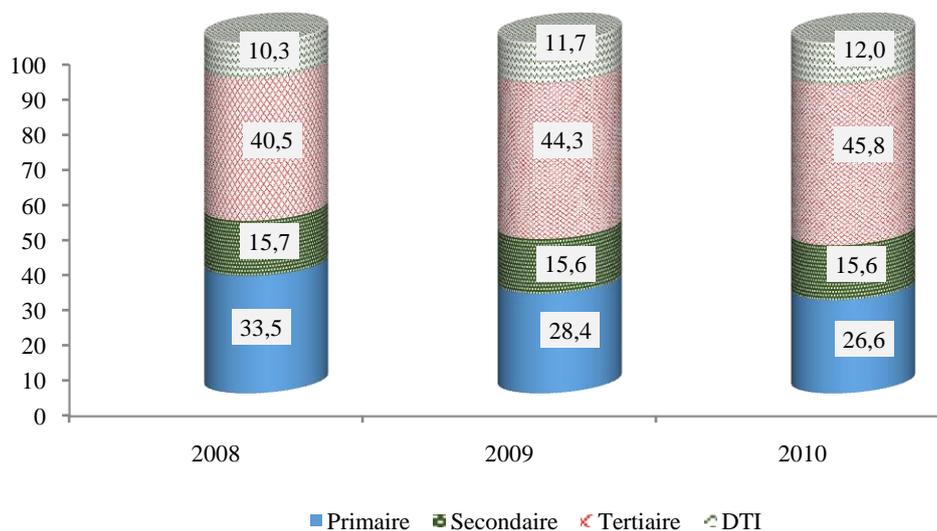
*Source: INSEED, 2015*

## 2.2: Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

*Activité économique toujours dominée par le secteur tertiaire*

La valeur ajoutée de toutes les branches d'activités est de 1 509,8 milliards de FCFA en 2010 contre 1 420,9 milliards de FCFA en 2009 à prix courant. A prix constants base 2007, elle est de 1 306,7 milliards de FCFA en 2010 et 1 235,7 milliards de FCFA en 2009, soit une progression de 5,7% par rapport à l'année 2009.

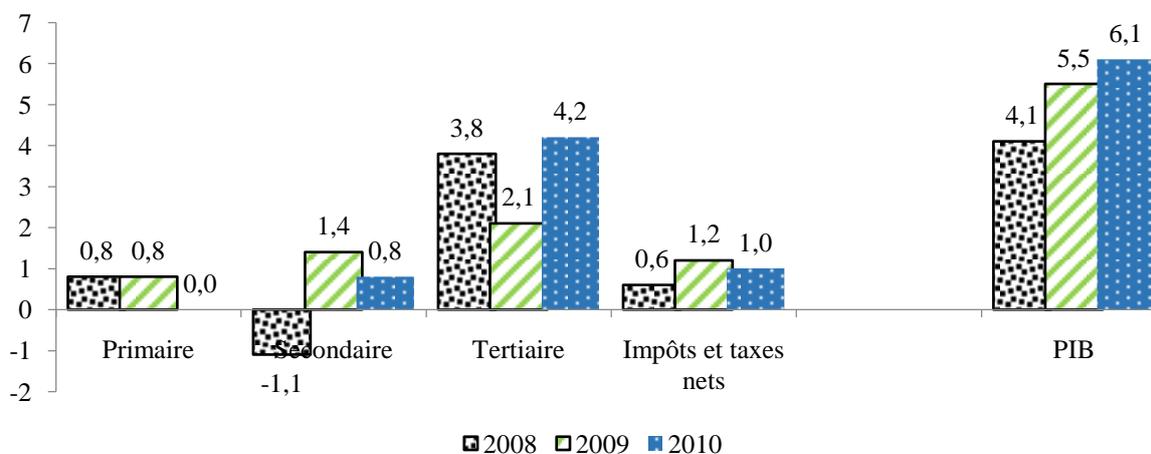
**Figure 2: Part des différents secteurs dans le PIB en 2010, prix constants 2007**



Source: INSEED, 2015

A l'instar des années précédentes, le secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2010 avec un poids de 43,7% en termes courants et 45,8% à prix constants. Il est suivi du secteur primaire (26,6%) et du secteur secondaire (15,6%) à prix constants. Les droits et taxes à l'importation représentent 12,0% du PIB en termes réels en 2010. En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 30,7% et 14,5%.

**Figure 3: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2008 et 2010**



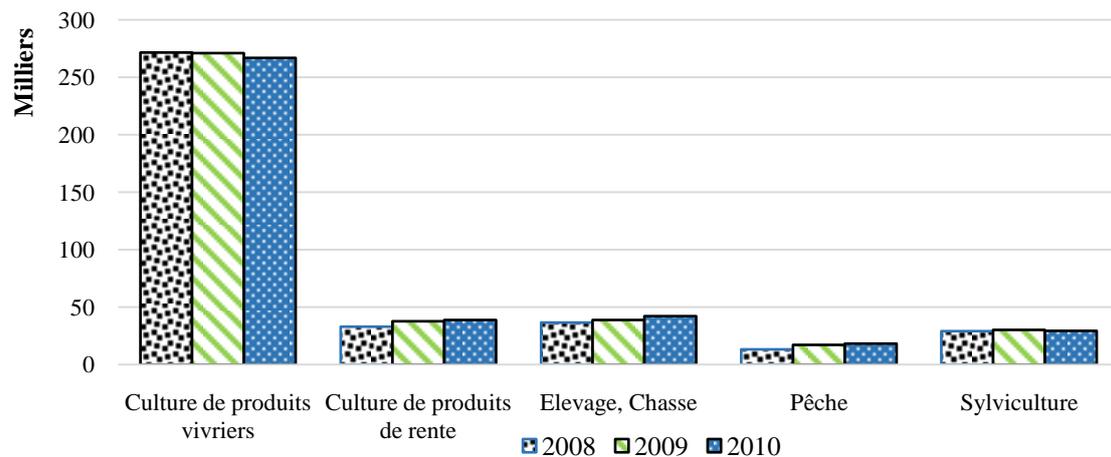
Source: INSEED, 2015

La variation des contributions à la croissance des différents secteurs d'activité en 2009 et 2010 est représentée sur la Figure 3. Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2010, avec une contribution de 4,2 points sur les 6,1 points de croissance obtenu en 2010.

### 2.2.1. Secteur primaire

Le secteur primaire regroupe des activités liées à l'exploitation de ressources naturelles dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture.

**Figure 4: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire**



Source: INSEED, 2015

#### Une baisse de la production de l'agriculture vivrière

L'économie togolaise reposait traditionnellement sur le secteur primaire qui comprend l'agriculture vivrière, la culture de produits destinés à l'industrie et à l'exportation, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture.

**Tableau 3: Compte de production du secteur primaire**

		Unité = 1 million de FCFA		
		2008	2009	2010
		En valeur courante		
Production		566 661	587 627	596 680
	<i>dont informel</i>	564 968	586 011	595 378
Consommations intermédiaires		70 741	73 318	75 516
Valeur ajoutée		495 920	514 309	521 164
	<i>dont informel</i>	494 555	513 031	520 346
		En valeur constante (base 2007)		
Production		566 661	587 143	590 324
Consommations intermédiaires		70 741	81 208	74 704
Valeur ajoutée		495 920	505 935	515 620
	<i>dont informel</i>	494 555	505 142,0	514 832

Source: INSEED, 2015

Pour l'année 2009, la production en valeur du secteur primaire est de 587,6 milliards de FCFA. Elle est essentiellement dominée par l'informel qui représente près de 99,7% de la production du secteur.

Pour l'année 2010, cette production a augmenté de 1,5% en valeur avec un montant évalué à 596,7 milliards de FCFA. La production de l'informel représente 99,8%, soit un montant de 595,4 milliards de FCFA. La valeur ajoutée du secteur primaire s'élève à 521,2 milliards de FCFA à prix courants, soit 30,7% de la valeur ajoutée de toutes les branches d'activités en régression par rapport à 2009 où elle représentait 36,2%.

**Tableau 4: Evolution des principales productions agricoles**

*Unité = 1 million de FCFA*

<b>Principaux produits</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Céréales	176 402	156 533	138 272
dont:			
<i>Maïs</i>	<i>112 629</i>	<i>89 310</i>	<i>73 163</i>
<i>Riz Paddy</i>	<i>16 085</i>	<i>18 905</i>	<i>16 754</i>
<i>Mil et Sorgho</i>	<i>46 412</i>	<i>46901</i>	<i>46 937</i>
Fruit	14 089	15656	16 039
Culture d'exportation	47 822	53604	61 991
dont:			
<i>Cacao en fève</i>	<i>13 983</i>	<i>19 075</i>	<i>17 884</i>
<i>Café marchand</i>	<i>7 010</i>	<i>8 343</i>	<i>11 169</i>
<i>Coton graine</i>	<i>4 962</i>	<i>5 427</i>	<i>9 613</i>
Tubercules	131 349	142582	144 295
Légumes	91883	100481	106246
Total Produits agricoles	461 559	468 873	460 190
Animaux vivants	37 081	47 787	54 900
dont:			
<i>Bovins sur pieds</i>	<i>5 838</i>	<i>8 863</i>	<i>9 202</i>
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	<i>14 327</i>	<i>20 168</i>	<i>22 097</i>
<i>Volailles</i>	<i>16 916</i>	<i>18 756</i>	<i>23 601</i>
Œufs	5 006	5 078	6 137
Autres produits d'origine animale	4 789	6 935	8 318
Produits de la pêche	21 278	21 945	22 314
Total Elevage et Pêche	68 154	81 745	91 669

*Source: INSEED, 2015*

A prix constants, la valeur ajoutée du secteur qui est de 394,9 milliards de FCFA est restée presque stable par rapport à 2009. Le secteur représente 26,6% du PIB et sa contribution à la croissance économique est presque nulle. Cette situation est essentiellement due à la baisse enregistrée au niveau de l'agriculture vivrière dont la valeur ajoutée passe de 270,9 milliards en 2009 à 237,7 milliards en 2010, soit une baisse de 1,2%. Cette baisse est attribuée aux inondations survenues au cours de l'année 2010 et aux conditions climatiques moins favorables qu'en 2009<sup>2</sup>. En effet, compte tenu de son poids dans le secteur primaire (67,8%), les performances de l'agriculture vivrière impulsent directement celle du secteur primaire.

<sup>2</sup> Evaluation PDNA Togo, novembre 2010

A prix constants, l'élevage et la chasse, la pêche ainsi que la sylviculture représentent respectivement 2,8% ; 1,2% et 2,0% du PIB en 2010, pratiquement au même niveau qu'en 2009 où leur part respective dans le PIB était de 2,8%, 1,2% et 2,2% du PIB.

En ce qui concerne l'élevage et la pêche, la valeur de la production est de 91,7 milliards de FCFA en 2010 contre 81,7 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 12,2%. En 2010, la production des animaux vivants est de 54,9 milliards de FCFA contre 47,8 milliards de FCFA en 2009, soit une augmentation de 14,8%.

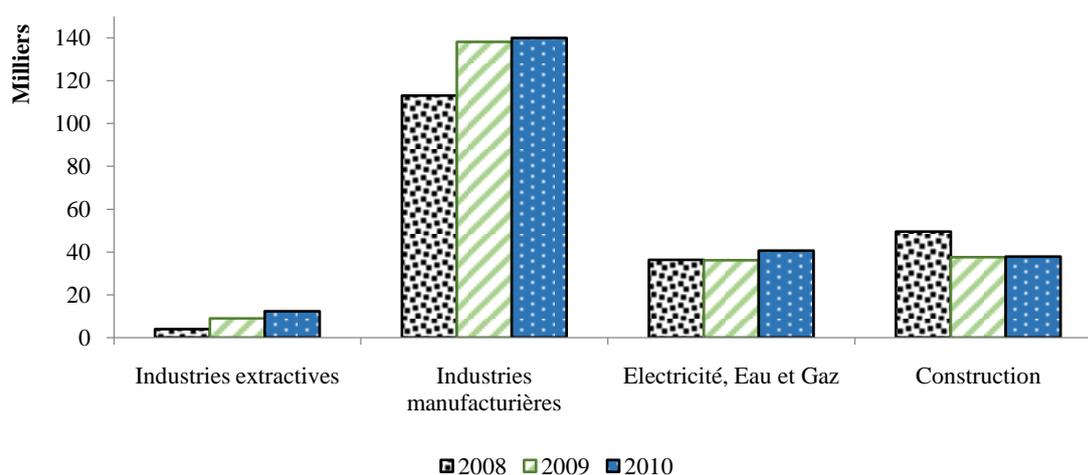
### 2.2.2. Secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont les industries extractives et manufacturières, l'électricité, eau et gaz ainsi que celle de la construction. Avec une part de 15,6% du PIB réel en 2010, ce secteur contribue pour 0,8 point à la croissance du PIB en 2010.

#### *Activité économique très contrastée dans le secteur secondaire en 2010*

Avec une part de 15,6% du PIB réel en 2010, le secteur secondaire contribue à la création de richesse nationale à hauteur de 232,3 milliards de FCFA, en progression de 5,3% par rapport à 2009. Cette hausse de la valeur ajoutée du secteur secondaire en 2010 est due aux bonnes performances des activités manufacturières qui ont enregistré une hausse de 4,5%, grâce essentiellement au dynamisme des industries agroalimentaires, boissons et tabac (23,5%), des activités de fabrication de textile, d'habillement, de chaussures et travail de cuir (44,7%), et des activités d'édition et d'imprimerie (15,3%).

**Figure 5: VAB des branches d'activité du secteur secondaire de 2008 à 2010 à prix constants de 2007**



*Source: INSEED, 2015*

On note également une hausse importante de la valeur ajoutée brute des autres industries extractives qui a quintuplé entre 2009 et 2010, passant de 1,3 milliard de FCFA en 2009 à 7,3 milliards de FCFA en 2010. Le dynamisme des industries extractives est également lié aux

investissements croissants dans la recherche et l'exploitation de gisements de calcaire, de fer et de pétrole. Le secteur a contribué à la croissance économique de 0,8 point, en recul par rapport à 2009 où sa contribution atteignait 1,4.

L'activité du secteur a été affectée par les difficultés qu'ont connues l'activité d'extraction de phosphates et certaines branches. L'extraction du phosphate a vu sa production diminuer en volume de 40,2% malgré les efforts de remise à niveau de l'appareil productif en 2010 et la mise en œuvre d'une stratégie de relance de la production qui devrait permettre au Togo d'améliorer sensiblement ses performances économiques et s'engager sur un sentier de croissance forte pour les années à venir.

Par ailleurs, le secteur a été fortement influencé par la chute de la production des matériaux de construction (-2,9%), des activités des industries chimiques (-22,2%) et des activités de métallurgie de base et ouvrage en métaux (-4,5%). Leur poids dans le PIB réel est respectivement de 2,3%, 0,8% et 1,2%.

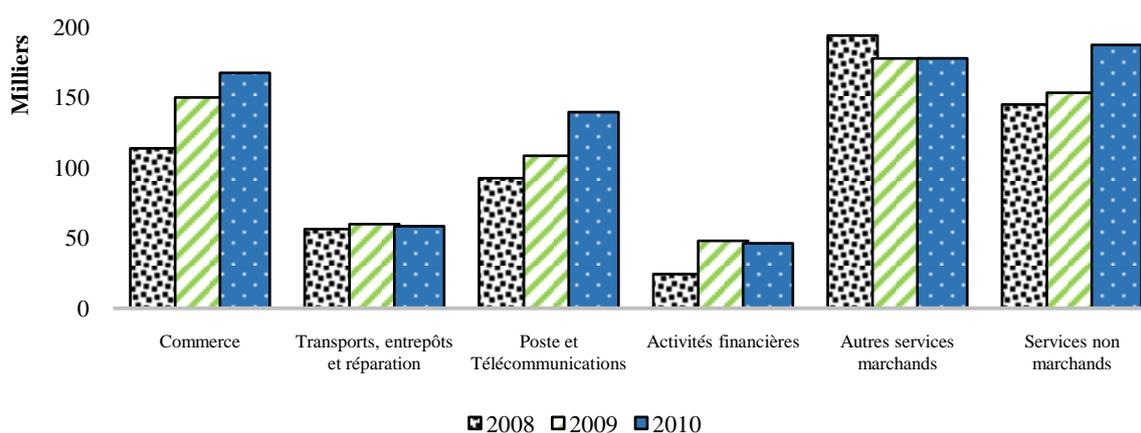
La production d'électricité, eau et gaz qui représente 2,7% du PIB réel a augmenté de 13,0% tandis que celle la branche « Construction » enregistre une baisse de 5,3%, avec un poids relatif dans le PIB de 2,4%.

### 2.2.3. Secteur tertiaire

#### *Un secteur fortement dominé par les activités de communications et de commerce*

Le secteur tertiaire regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands. Il demeure le principal secteur dans la croissance du PIB avec un poids de 45,8% et une contribution de 4,2 points sur les 6,1 points du PIB réel de 2010.

**Figure 6: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire**



*Source: INSEED, 2015*

Sa valeur ajoutée a augmenté en volume de 10,0% passant ainsi de 620,3 milliards de FCFA en 2009 à 679,6 milliards de FCFA en 2010. Le secteur est essentiellement dominé (en termes de poids relatif dans le PIB) par les activités de postes et télécommunications (9,3%), de

commerce (9,1%) et des activités immobilières (6,3%), des administrations publiques (5,8%), des services d'éducation (6,2%) et de transport-entrepôt-réparation (3,7%).

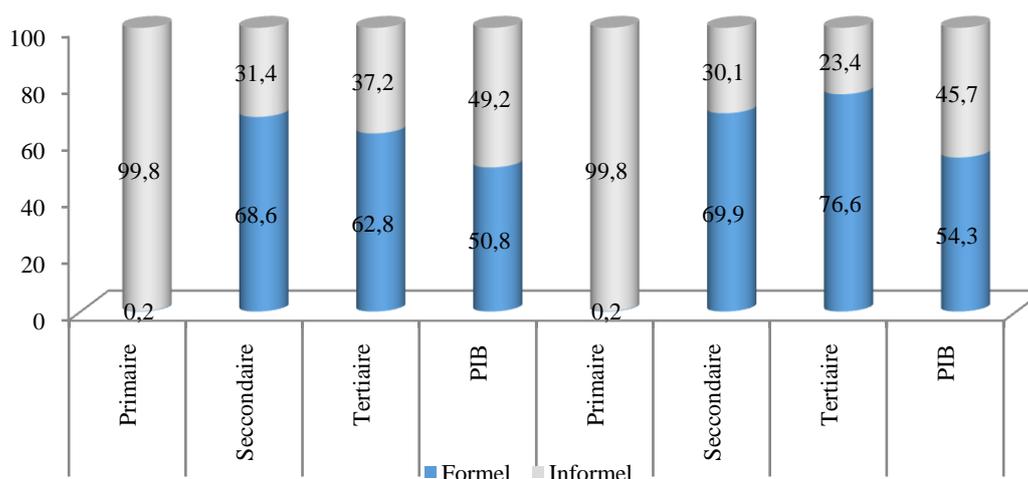
En 2010, l'évolution de la valeur ajoutée du secteur est fortement dépendante des services d'éducation, de postes et télécommunications, des services administratifs et du commerce, avec des hausses respectives de +36,7%, +27,1%, +15,6% et +8,2% en termes constants.

Par contre, un certain nombre de branches du secteur a connu une régression et a influencé négativement l'évolution du secteur. Les contreperformances enregistrées concernent principalement les services d'hébergement et de restauration (-56,7%), les activités de services aux entreprises (-9,7%), les services de santé et d'action sociale (-4,8%).

#### 2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

En 2010, la part de l'informel dans le PIB s'est situé à 45,7% après avoir atteint 49,2% en 2009. Cet important poids de l'informel dans le PIB provient du secteur primaire où l'informel reste prédominant (99,8%) avec une valeur ajoutée de 520,3 milliards de FCFA en 2010 contre 513,0 milliards en 2009.

**Figure 7: Part de l'informel dans le PIB et par secteur d'activités entre 2009 et 2010**



*Source: INSEED, 2015*

La part de l'informel a baissé en 2010 suite à la baisse de la production vivrière d'une part et au recul de l'informel dans les secteurs secondaire et tertiaire d'autre part. En effet, dans le secteur secondaire, l'informel a moins contribué à la valeur ajoutée qu'en 2009. La baisse de l'informel dans le secteur industriel (30,1% en 2010 contre 31,4% en 2009) est due au ralentissement des activités de production des matériaux de construction (10,8% entre 2008 et 2009; -1,4% entre 2009 et 2010).

Quant au secteur tertiaire, il enregistre une baisse du poids de l'informel passant de 37,2% en 2009 à 23,4% en 2010. Cette diminution de la valeur ajoutée de l'informel dans le secteur tertiaire est imputable à la baisse des activités de services immobiliers, d'hébergement et de restauration.

### 2.2.5. Emploi dans l'économie en 2010

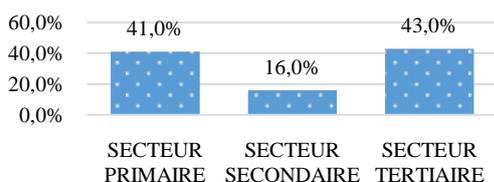
La comptabilité nationale classe les emplois en trois grandes catégories qui sont: les salariés (déclarés et non déclarés), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux. A partir des données du RGPH4, la comptabilité nationale classe la population active occupée dans une matrice appelée « matrice emploi » qui décrit l'effectif des emplois par branche d'activité et par statut dans l'emploi.

Cette matrice est d'une importance capitale dans la mesure où elle permet de valider les comptes de branches par certains ratios d'analyse qui permettent d'assurer la cohérence des comptes de branches. Par ailleurs, elle sert de base à l'estimation de l'informel.

Les autres sources utilisées pour concevoir cette matrice proviennent de la fonction publique, de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) (base de déclaration des salaires) et des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé et de l'annuaire statistique de l'éducation. Toutes ces données permettent de faire les arbitrages sur les emplois publics et privés.

En 2010, l'effectif total des emplois enregistré est de 2 507 503 sur une population totale de 6 191 155, soit une part de 40,5% d'actifs occupés.

**Figure 8 : Répartition de l'emploi par secteurs d'activité en 2010**



Source: INSEED, 2015

En termes de secteur d'activité, le tertiaire est celui qui a plus employé d'actifs avec un effectif de 1 077 031 employés, soit 43,0% dans le total des emplois. La branche qui a le plus employé dans ce secteur est celle du commerce (43,6% des actifs employés du secteur).

#### Encadré n°1: Emploi dans le SCN (SCN 93 § 17.26)

Par emploi sur le territoire économique d'un pays X, il faut entendre un contrat explicite ou implicite conclu entre une personne (qui peut être résidente sur un territoire économique que celui du pays X) et une unité institutionnelle (qui peut être la même personne agissant en qualité d'employeur) résident sur le territoire économique du pays X, contrat conclu en vue d'accomplir une tâche en échange d'une rémunération (ou d'un revenu mixte) pour une durée déterminée ou indéterminée.

Il convient en particulier de noter que :

- Les emplois sont exclus du calcul des emplois sur le territoire économique lorsqu'ils sont occupés sur le compte d'unité institutionnelle non résidentes n'exerçant pas une activité sur le territoire national pendant une durée d'au moins un an. C'est ainsi que ne sont pas comptabilisées les activités menées sur de brèves périodes par des consultants étrangers ou autres spécialistes.
- Les emplois dont les activités se déroulent en tout ou en partie sur un autre territoire économique pour le compte d'une unité institutionnelle résidente sont inclus dans le calcul des emplois sur le territoire économique, sauf si la nature et la durée des activités de l'unité institutionnelle sur l'autre territoire économique sont telles que l'on puisse considérer qu'elle y est propriétaire d'une quasi-société.
- Les emplois du personnel des organisations internationales et ceux du personnel recruté localement et travaillant au service d'ambassades étrangères sont exclus du calcul, étant donné que les unités employant ces personnes ne sont pas résidentes. Par conséquent, leur rémunération n'apparaît pas dans le produit intérieur brut, mais fait partie du revenu national.

Le deuxième secteur employeur est le secteur primaire avec un effectif de 1 029 021 employés, soit un poids de 41,0%. Dans ce secteur, la branche « Agriculture vivrière » pourvoit la presque totalité des emplois disponibles avec 97,5% des emplois du secteur.

Dans le secteur secondaire, les activités de « Fabrication d'autres articles textiles, articles d'habillement, de chaussures » emploient près de la moitié (47,0%) des actifs occupés du secteur. Le secteur secondaire emploie au total 400 651 actifs, soit 16,0% de la population active occupée.

### 2.3: Evolution des emplois du PIB

#### *Une croissance économique tirée par la demande intérieure*

Les emplois du PIB sont constitués de la consommation finale, de l'investissement (formation brute de capital fixe et variation des stocks) et des exportations en termes nets.

**Tableau 5: Evolution des emplois du PIB à prix constants base 2007**

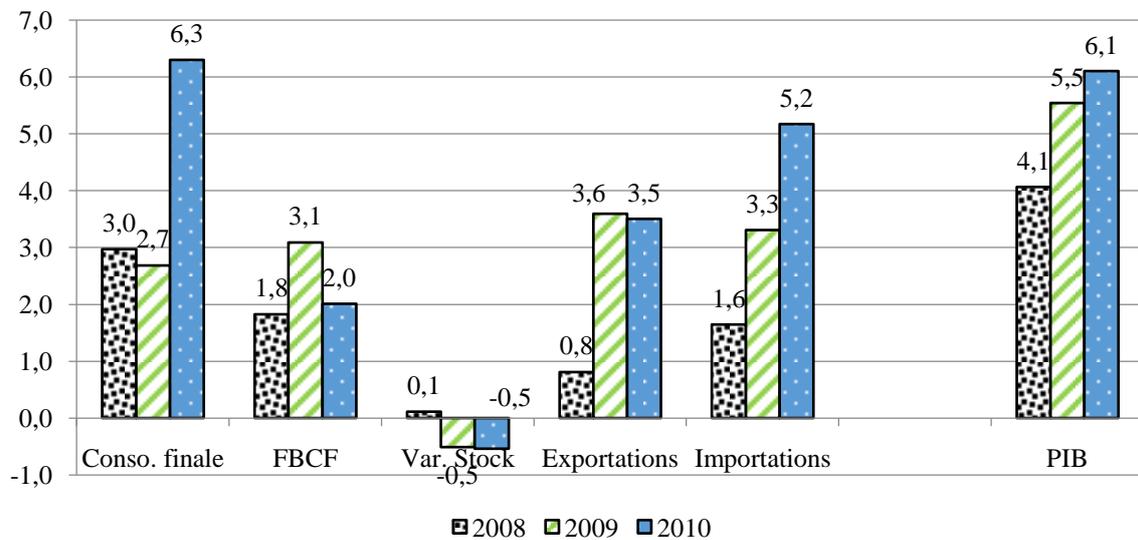
	2008	Evolution en volume de 2009 / 2008	2009	Evolution en volume de 2010 / 2009	2010	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	1 326 187	5,5%	1 399 629	6,1%	1 484 983	6,1
Importations	679 502	6,5%	723 361	10,0%	795 666	5,2
<b>Total Ressources</b>	<b>2 005 689</b>	<b>5,8%</b>	<b>2 122 990</b>	<b>7,4%</b>	<b>2 280 649</b>	<b>11,3</b>
Consommation finale (CF)	1 290 825	2,8%	1 326 378	6,6%	1 414 508	6,3
Consommation finale privée	1 112 575	3,3%	1 149 004	3,8%	1 192 143	3,1
<i>dont CF des ménages</i>	1 087 487	3,3%	1 123 003	3,8%	1 165 641	3,0
<i>CF des ISBL-SM</i>	25 088	3,6%	26 001	1,9%	26 502	0,0
Consommation publique	178 250	-0,5%	177 374	25,4%	222 365	3,2
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	248 305	16,5%	289 233	9,7%	317 331	2,0
FBCF Privée	204 368	-0,5%	203 312	0,7%	204 746	0,1
FBCF Publique	43 937	95,6%	85 921	31,0%	112 585	1,9
Variation des Stocks	20 358	-33,5%	13 546	-55,9%	5 968	-0,5
Exportations	446 201	10,7%	493 833	9,9%	542 842	3,5
<b>Total Emplois</b>	<b>2 005 689</b>	<b>5,8%</b>	<b>2 122 990</b>	<b>7,4%</b>	<b>2 280 649</b>	<b>11,3</b>

*Source: INSEED, 2015*

La demande intérieure globale est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

En 2010, la richesse créée par l'activité économique s'établit en termes réels à 1 485,0 milliards de FCFA. Le PIB croît de 6,1% en 2010 contre 5,5% en 2009 et 4,1% en 2008, s'établissant respectivement à 1 399,6 milliards de FCFA en 2009, à 1 326,2 milliards en 2008 et à 1 274,4 milliards en 2007.

Figure 9: Contribution à la croissance des emplois du PIB entre 2008-2010



Source: INSEED, 2015

### 2.3.1. Consommation finale

La consommation finale constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM.

En valeur, elle s'élève à 1 594,1 milliards de FCFA en 2010 contre 1 486,7 milliards de FCFA en 2009 et 1 429,6 milliards de FCFA en 2008, soient des accroissements respectifs de 7,2% en 2010 et de 4,0% en 2009.

En volume, la CF s'élève à 1 414,5 milliards de FCFA en 2010 contre 1 326,4 milliards de FCFA en 2009, soit un accroissement en 2010 de 6,6% contre 2,8% en 2009 et 3,0% en 2008. Cette hausse s'explique par la progression de 25,4% de la consommation finale publique qui est passée de 177,4 milliards de FCFA en 2009 à 222,4 milliards de FCFA en 2010. Avec un poids de 95,1%, sa contribution à la croissance du PIB est de 3,2 points en 2010 contre 2,7 points en 2009.

L'indice des prix de la CF s'est établi à 1,0% alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) en 2010 est de 1,4%. En 2009, le taux d'inflation était de 1,9%.

### 2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an et destinés à être utilisés dans le processus de production.

La croissance de la FBCF en valeur est de 12,0% en 2010. Ceci s'explique par une hausse considérable de la FBCF publique qui passe de 96,7 milliards de FCFA en 2009 à 139,1 milliards en 2010, soit une progression de 43,7%.

A prix constants, la FBCF est passée de 289,2 milliards de FCFA en 2009 à 317,3 milliards de FCFA en 2010, soit une augmentation de 9,7%. Sa contribution à la croissance du PIB réel est de 2,0 points. La FBCF publique a fortement augmenté passant de 85,9 milliards à 112,6 milliards, soit une hausse de 31,0% en 2010. Cette situation s'explique par le renouvellement des équipements et la construction des infrastructures. De façon globale, la FBCF représente 21,4% du produit intérieur brut en 2010 contre 20,7% l'année précédente.

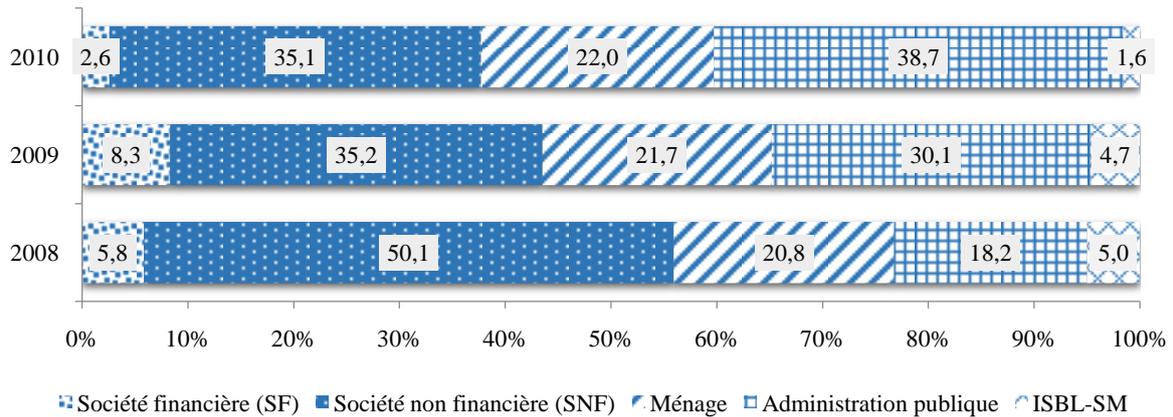
**Tableau 6: Formation Brute de Capital Fixe par nature**

<i>Principaux produits</i>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
	<i>En valeur courante</i>		
BTP	163 014,0	164 712,0	178 883,0
Machines et équipements	98 330,0	145 523,0	170 084,0
Produits agricoles	3 808,0	5 645,0	5 272,0
Elevage	-97,0	2 280,0	2 503,0
Divers (autres produits)	1 603,0	2 911,0	2 854,0
<b>Ensemble</b>	<b>266 658,0</b>	<b>321 071,0</b>	<b>359 557,0</b>
	<i>En évolution au prix de l'année N-1</i>		
BTP	151 761,0	155 515,0	173 759,0
Machines et équipements	91 622,0	143 302,0	166 131,0
Produits agricoles	3 487,0	6 434,0	3 928,0
Elevage	-106,0	2 020,0	2 433,0
Divers (autres produits)	1 541,0	2 911,0	2 843,0
<b>Ensemble</b>	<b>248 305,0</b>	<b>310 182,0</b>	<b>348 494,0</b>

*Source: INSEED, 2015*

Par nature, l'essentiel de la FBCF est constitué des services de construction (49,8% en 2010 et 51,3% en 2009) et des machines et équipements (46,5% en 2010 et 44,6% en 2009). En 2010, la FBCF en construction est évaluée à 178,9 milliards de FCFA contre 164,7 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse en valeur de 8,6%. L'investissement en achat de machines et biens d'équipements est aussi en forte progression entre 2008 et 2010. Il passe de 98,3 milliards de FCFA en 2008 à 145,5 milliards de FCFA en 2009 puis à 170,1 milliards de FCFA en 2010, soit une augmentation en valeur de 73,0% entre 2008 et 2010. En volume, cette hausse est de 81,3% sur la période.

**Figure 10: Formation Brute de Capital Fixe par secteur**



Source: INSEED, 2015

Une analyse par secteur institutionnel montre que la part des Sociétés non financières (SNF) dans la formation brute de capital fixe du pays est en baisse de 2008 à 2010. En 2008, elle représentait 50,1% du total de la FBCF. Cette part a baissé à près de 35,0% en 2009 et en 2010. En valeur, la FBCF des SNF est passée de 133,6 milliards de FCFA en 2008 à 126,3 milliards de FCFA en 2010.

Contrairement aux SNF, la part des Administrations publiques dans la FBCF est croissante entre 2008 et 2010. En effet, la FBCF des APU est passée de 48,7 milliards de FCFA à 139,1 milliards de FCFA en 2010, soit une progression de 186,0%.

### 2.3.3. Variations de stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

Les variations des stocks en volume ont baissé de 55,9% en 2010, passant de 13,5 milliards de FCFA en 2009 à 6,0 milliards de FCFA en 2010 alors qu'elles ont été de 20,4 milliards de FCFA en 2008.

### 2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les exportations et importations ont connu une progression de 2008 à 2010. En volume, les importations sont passées de 679,5 milliards de FCFA en 2008 à 723,4 milliards de FCFA en 2009 et à 795,7 milliards de FCFA en 2010, soit une progression de 6,5% en 2009 et de 10,0% en 2010. Les exportations ont aussi cru de 9,9% en 2010 passant de 493,8 milliards de FCFA en 2009 à 524,8 milliards en 2010.

**Tableau 7: Évolution en valeur des Biens et services exportés en 2009 et 2010**

	Unité = 1 million de FCFA		
	2009	2010	Evolution
Produits de l'agriculture vivrière	311	1 390	346,9
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	27 039	30 680	13,5
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	191	52	-72,8

Produits d'extraction	40 635	37 680	-7,3
Produits l'industrie agroalimentaire	38 093	55 601	46,0
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	30 075	31 801	5,7
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	2 823	3 528	25,0
Produits des autres activités industrielles	239 330	265 431	10,9
Electricité, gaz et eau	46 019	48 135	4,6
Services de transports et communication	83 975	108 688	29,4
Services financiers	6 364	6 438	1,2
Services immobiliers et aux entreprises	14 990	14 847	-1,0
Autres services	35 162	37 800	7,5
<b>Total</b>	<b>565 007</b>	<b>642 071</b>	<b>13,6</b>

*Source: INSEED, 2015*

Les échanges extérieurs entre le Togo et le Reste du Monde indiquent une balance commerciale déficitaire en 2010. Ce déficit se chiffre à 252,8 milliards de FCFA à prix constants (base 2007), soit 16,8% du PIB, traduisant ainsi une aggravation du déficit extérieur par rapport à celui de l'année 2009 qui se chiffre à 229,5 milliards de FCFA. La contribution des exportations à la croissance du PIB en 2010 qui est de 3,5 points est restée presque stable par rapport à 2009.

Par ailleurs, le montant des recettes engendrées par les exportations en 2010 se chiffre à 642,1 milliards de FCFA, en hausse de 13,6% par rapport aux recettes d'exportation de 2009. L'augmentation des exportations, en 2010, est tirée par les principaux produits tels que les produits de l'industrie agroalimentaire (46,0%), les services de transport et communication (29,4%) et les produits des autres activités de l'industrie (10,9%).

Concernant les importations en valeur, le montant des dépenses en 2010 est estimé à 905,5 milliards de FCFA en augmentation de 13,5% par rapport à 2009. La hausse des importations de biens et services provient principalement de l'augmentation des importations de produits des autres activités industrielles (13,9%), des produits de l'industrie agroalimentaire (22,0%) des produits d'extraction (47,4%) et des autres services (35,8%).

Le taux de pénétration de l'économie par le reste du monde qui est le rapport des importations sur les ressources totales est de 34,7% en 2010 contre 33,4% en 2009, ce qui signifie que le poids des importations dans le marché intérieur a augmenté de 2009 à 2010.

S'agissant du taux de couverture qui est le rapport entre les exportations et les importations, il est de 70,9% en 2010 soit en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2009 qui est de 70,8% et signifie que la couverture des dépenses d'importation par les recettes d'exportation s'est légèrement améliorée. Ceci traduit un effort d'exportation du pays qui se matérialise également par la proportion des exportations dans le PIB qui a augmenté de 2009 (35,5%) à 2010 (37,8%).

**Tableau 8: Évolution en valeur des Biens et services importés en 2009 et 2010**

	<i>Unité = 1 million de FCFA</i>		
	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>Evolution</b>

Produits de l'agriculture vivrière	10 655	8 730	-18,1
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	106	117	10,4
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	928	1 057	13,9
Produits d'extraction	9 183	13 540	47,4
Produits l'industrie agroalimentaire	77 623	94 662	22,0
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	56 504	56 343	-0,3
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	20 626	23 402	13,5
Produits des autres activités industrielles	485 010	552 220	13,9
Electricité, gaz et eau	65 493	66 108	0,9
Services de transports et communication	32 119	36 279	13,0
Services financiers	2 300	5 697	147,7
Services immobiliers et aux entreprises	13 042	14 320	9,8
Autres services	24 351	33 069	35,8
<b>Total</b>	<b>797 940</b>	<b>905 544</b>	<b>13,5</b>

*Source: INSEED, 2015*

S'agissant du taux de couverture qui est le rapport entre les exportations et les importations, il est de 70,9% en 2010 soit en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2009 qui est de 70,8% et signifie que la couverture des dépenses d'importation par les recettes d'exportation s'est légèrement améliorée. Ceci traduit un effort d'exportation du pays qui se matérialise également par la proportion des exportations dans le PIB qui a augmenté de 2009 (35,5%) à 2010 (37,8%).

## 2.4: Analyse des secteurs institutionnels en 2010

L'économie nationale est composée des secteurs institutionnels suivants: les sociétés non financières (SNF), les sociétés financières (SF), les administrations publiques (APU), les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages), les Institutions privées sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Toutes ces unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur le territoire togolais, réalisent des opérations entre elles et avec les unités non résidentes (l'extérieur) qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM). Ces opérations, mesurées par des agrégats économiques feront l'objet de cette section.

### 2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

#### *Une hausse des dépenses en consommation finale*

En 2010, le Revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels est de 1520,3 milliards contre 1374,1 milliards de FCFA en 2009 soit une augmentation de 10,6%. Cette augmentation est due principalement aux salaires reçus par les ménages des autres secteurs institutionnels qui sont passés de 295,0 milliards de FCFA en 2009 à 397,0 milliards de FCFA en 2010 soit une augmentation de 34,6% et dont le poids dans le RDB est de 26,1% en 2010 contre 21,5% en 2009.

Le solde des revenus primaires (Revenu national) a connu une hausse de 11,4%, passant de 1 227,4 milliards en 2009 à 1 367,1 milliards de FCFA en 2010. Les dépenses de consommation finale (DCF) qui représente 88,2% du RDB a augmenté de 4,9% par rapport à 2009. En effet, les DCF sont passées de 1 278,8 milliards en 2009 à 1 341,0 milliards de FCFA en 2010. De même, l'épargne brute qui est de 179,4 milliards de FCFA en 2010 contre 95,2 milliards de FCFA en 2009 présente une forte croissance de 88,4%.

### ***Une forte hausse de la capacité de financement des ménages***

Le solde du compte de capital des ménages présente une capacité de financement de 105,1 milliards de FCFA en 2010 contre 29,1 milliards en 2009. Cette capacité de financement a plus que triplé par rapport à 2009 (261,5%). Cette hausse importante s'explique par le poids faible de la FBCF des ménages dans leur épargne brute (44,2% en 2010 contre 73,2% en 2009) bien qu'on note une augmentation de leur FBCF de 13,7% par rapport à 2009.

#### **2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF)**

### ***Une hausse de la rémunération des facteurs travail et capital***

La VAB des SNF s'élève à 440,0 milliards de FCFA en 2010 contre 373,0 milliards de FCFA en 2009. Elle a fortement augmenté en 2010 (17,9%) qu'en 2009 (1,9%). La VAB est utilisée pour rémunérer le facteur travail, le facteur capital et payé les impôts dont les poids dans la VAB sont respectivement de 30,9%, 67,9% et 1,2%. La rémunération des salariés des SNF passe de 99,7 milliards de FCFA en 2009 à 135,8 milliards de FCFA en 2010, soit une augmentation par rapport à 2009 de 36,3%. L'excédent brut d'exploitation (EBE) a cru de 15,4%, en passant de 258,9 milliards de FCFA en 2009 à 298,7 milliards de FCFA en 2010.

Malgré l'augmentation de la VAB des SNF, son partage entre les facteurs de production se fait au détriment de l'État. En effet, les efforts de l'État dans le recouvrement des prélèvements obligatoires n'a pas permis d'augmenter le montant des impôts payés par les SNF en 2010. On note une diminution importante de 63,6% par rapport à 2009.

**Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SNF**

<b>Indicateurs</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	26,7%	30,9%
Taux de Marge (EBE/VAB)	69,4%	67,9%
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	30,3%	28,7%
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	5,8%	-10,5%
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	19,3%	-36,6%

*Source: INSEED, 2015*

Les revenus de la propriété versés par les SNF en 2010 s'élèvent à 342,6 milliards de FCFA contre 193,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 76,7%. Le taux de marge des SNF est de 67,9% en 2010 alors qu'il était à 69,4% en 2009.

### ***Une hausse du besoin de financement des SNF***

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 180,3 milliards de FCFA contre 106,6 milliards de FCFA en 2009. Ce besoin de financement est en augmentation par rapport à 2009 (69,2%). L'épargne brute dégagée en 2010 est négative et s'élève à -26,2 milliards de FCFA contrairement à 2009 où elle était positive (21,8 milliards de FCFA). Ainsi, en 2010, les SNF ont dû faire recours à l'endettement pour financer les dépenses en capital.

Le taux d'investissement s'élève à 28,7% en 2010 contre 30,3% en 2009. Cette diminution traduit la baisse du poids des investissements dans la richesse créée. Cette baisse se traduit par la faible augmentation de la FBCF (11,8%) relativement à la VAB (17,9%).

Le taux d'épargne (brut) et le taux d'autofinancement des SNF sont respectivement de -10,5% et -36,6% en 2010 contre 5,8% et 19,3% en 2009. Ces taux négatifs indiquent l'endettement des SNF en 2010 pour financer leurs propres dépenses d'investissements.

#### 2.4.3. Situation des sociétés financières

##### *Une baisse de la capacité de financement des SF*

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 4,2 milliards de FCFA, en baisse de 34,8% par rapport à 2009 (6,9 milliards de FCFA). La valeur ajoutée (VAB) a par contre baissé de 5,9% en passant de 45,8 milliards de FCFA en 2009 à 43,1 milliards de FCFA.

**Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SF**

Instrument d'analyse	2009	2010
Part salariale dans la VAB(RS/VAB)	34,2%	53,3%
Taux de marge (EBE/VAB)	62,3%	46,0%
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	58,4%	21,6%
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	79,2%	33,5%
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	135,6%	154,9%

*Source: INSEED, 2015*

Le taux de marge a baissé et est passé de 62,3% en 2009 à 46,0% en 2010 (soit une baisse de 16,3 points). Cette baisse s'explique par l'augmentation des consommations intermédiaires de 8,2% en 2010 par rapport à 2009. Tout comme le taux de marge, le taux d'investissement a considérablement baissé passant de 58,4% en 2009 à 21,6% en 2010. En effet, au cours de l'exercice 2010, les sociétés financières ont réduit leur investissement de 65,2% en valeur (9,3 milliards de FCFA en 2010 contre 26,7 milliards de FCFA en 2009).

Les rémunérations salariales ont augmenté de 46,5% en 2010, tout comme leur poids dans la VAB (53,3% en 2010 contre 34,2% en 2009). L'excédent brut d'exploitation a baissé de 30,5% en 2010. L'épargne brute des sociétés financières est en baisse de 60,2% en valeur en 2010. Quant au taux d'épargne, il est de 33,5% en 2010, en baisse de 45,7 points par rapport à 2009.

#### 2.4.4. Administrations publiques

Le montant total des impôts sur les produits et la production perçus par les Administrations publiques (APU) en 2010, est de 195,7 milliards de FCFA. Ce montant est en hausse de 1,7% par rapport à 2009 où les recettes fiscales mobilisées étaient de 192,4 milliards de FCFA. Il faut cependant remarquer que le taux de croissance des recettes fiscales est en nette diminution par rapport à 2009 où la croissance des impôts était de 13,0%. La pression fiscale a aussi baissé de 0,6 point en 2010 (11,5% en 2010 contre 12,1% en 2009).

**Tableau 11: Quelques indicateurs sur les APU**

Instrument d'analyse	2009	2010
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	65,8%	76,3%
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	85,8%	64,2%
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	130,4%	84,1%

*Source: INSEED, 2015*

Les Administrations publiques ont enregistré une capacité de financement de 686,1 milliards de FCFA en 2010, en augmentation de 469,4% par rapport à 2009 où elle était de 120,5 milliards de FCFA. La capacité de financement enregistré par les APU est due à la remise de dette dont le pays a bénéficié au cours de l'exercice.

Le taux d'investissement des APU a augmenté de 10,5 points en 2010 (76,3% en 2010 contre 65,8% en 2009), les APU ayant augmenté de 43,7% leurs investissements en 2010. En effet, au cours de l'exercice 2010, les APU ont injecté 139,1 milliards de FCFA dans l'économie alors qu'en 2009 le montant investi était de 96,7 milliards de FCFA. L'épargne des APU a par contre baissé de 7,3% en 2010 (116,9 milliards de FCFA en 2010 contre 126,1 milliards de FCFA en 2009).

#### 2.5: Situation vis-à-vis de l'extérieur

##### *Raffermissement de la situation vis-à-vis de l'extérieur dû à la remise de dette*

En 2010, l'économie nationale a enregistré une capacité de financement d'une valeur de 617,7 milliards de FCFA, soit 36,4% du PIB. Cette capacité de financement apparente enregistrée est due à la remise de dette de 642,5 milliards de FCFA dont a bénéficié l'Etat togolais auprès des créanciers bilatéraux et des bailleurs de fonds multilatéraux dans le cadre du processus d'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (I-PPTE).

## ANNEXES

## Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 008	2 009	2 010	Poids dans le PIB nominal 2010	Évolution en volume en 2010
<b>Secteur primaire</b>	495 920	514 309	521 164	31%	1%
Agriculture	422 328	426 751	425 423	25%	0%
- Culture de produits vivriers	383 007	383 543	373 428	22%	-3%
- Culture de produits de rente	39 321	43 208	51 995	3%	20%
Elevage, Chasse	32 048	39 193	46 921	3%	20%
Pêche	13 188	15 763	15 731	1%	0%
Sylviculture	28 356	32 602	33 089	2%	1%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>232 346</b>	<b>239 927</b>	<b>246 793</b>	15%	3%
Industries extractives	35 582	39 897	38 073	2%	-5%
- Extraction des Phosphates	30 934	30 127	27 937	2%	-7%
- Autres activités extractives	4 648	9 770	10 136	1%	4%
Industries manufacturières	108 761	131 391	129 316	8%	-2%
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	37 067	36 715	45 241	3%	23%
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	8 980	7 961	6 285	0%	-21%
- Activités de travail du bois	2 280	2 270	1 518	0%	-33%
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	152	97	38	0%	-61%
- Edition et imprimerie	6 680	7 828	9 192	1%	17%
- Activités des industries chimiques	13 267	11 376	7 488	0%	-34%
- Matériaux de construction	23 330	37 050	31 368	2%	-15%
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	7 447	20 450	20 244	1%	-1%
- Fabrication de machines et de matériels divers	4 257	3 945	3 412	0%	-14%
- Autres activités manufacturières et de récupération	5 301	3 699	4 530	0%	22%
Electricité, Eau et Gaz	32 852	19 978	24 932	1%	25%
Construction	55 151	48 661	54 472	3%	12%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>600 930</b>	<b>666 709</b>	<b>741 872</b>	44%	11%
Commerce	113 644	149 783	167 243	10%	12%
Activités d'hébergement et de restauration	25 460	16 403	12 270	1%	-25%
Transports, entrepôts et réparation	56 300	59 817	58 343	3%	-2%
Poste et Télécommunications	92 438	108 391	139 383	8%	29%
Activités financières	24 340	47 951	46 198	3%	-4%
Activités de services immobiliers	96 451	97 678	99 617	6%	2%
Activités de services aux entreprises	32 610	24 098	22 493	1%	-7%
Administration publique	83 020	85 713	100 502	6%	17%
Education	54 256	62 540	85 078	5%	36%
Santé et action sociale	18 357	16 719	16 697	1%	0%
Activités de services collectifs et personnels	28 403	27 505	28 028	2%	2%
<b>SIFIM</b>	-24 349	-29 889	-33 980	-2%	14%
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>1 329 196</b>	<b>1 420 945</b>	<b>1 509 829</b>	89%	6%
<b>Impôts et taxes nets sur les produits (ITNP)</b>	153 164	168 298	187 049	11%	11%
ITNP hors TVA (Net de Subventions)	63 141	75 763	77 835	5%	3%
TVA non déductible	90 023	92 535	109 214	6%	18%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)</b>	<b>1 482 360</b>	<b>1 589 243</b>	<b>1 696 878</b>	100%	7%

## Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

	2 008	2 009	2 010	Poids dans le PIB réel 2010	Évolution en volume en 2010	Contribution à la croissance en 2010
Unité = 1 million de FCFA						
<b>Secteur primaire</b>	<b>383 593</b>	<b>394 822</b>	<b>394 867</b>	26,6%	0,0%	0,0
Agriculture	304 642	308 579	306 275	20,6%	-0,7%	-0,2
- Culture de produits vivriers	271 539	270 918	267 793	18,0%	-1,2%	-0,2
- Culture de produits de rente	33 103	37 661	38 482	2,6%	2,2%	0,1
Élevage, Chasse	36 601	38 808	41 523	2,8%	7,0%	0,2
Pêche	13 222	17 093	18 063	1,2%	5,7%	0,1
Sylviculture	29 128	30 342	29 006	2,0%	-4,4%	-0,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>202 556</b>	<b>220 524</b>	<b>232 312</b>	15,6%	5,3%	0,8
Industries extractives	3 895	8 903	11 846	0,8%	33,1%	0,2
- Extraction des Phosphates	-2 537	7 621	4 554	0,3%	-40,2%	-0,2
- Autres activités extractives	6 432	1 282	7 292	0,5%	468,8%	0,4
Industries manufacturières	112 964	138 049	144 215	9,7%	4,5%	0,4
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	42 733	48 368	59 728	4,0%	23,5%	0,8
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	6 248	5 407	7 826	0,5%	44,7%	0,2
- Activités de travail du bois	2 353	1 902	1 384	0,1%	-27,2%	0,0
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	116	109	118	0,0%	8,3%	0,0
- Édition et imprimerie	5 891	5 729	6 604	0,4%	15,3%	0,1
- Activités des industries chimiques	12 875	14 574	11 339	0,8%	-22,2%	-0,2
- Matériaux de construction	26 339	35 051	34 018	2,3%	-2,9%	-0,1
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	8 174	18 582	17 748	1,2%	-4,5%	-0,1
- Fabrication de machines et de matériels divers	3 918	5 268	3 618	0,2%	-31,3%	-0,1
- Autres activités manufacturières et de récupération	4 317	3 059	1 832	0,1%	-40,1%	-0,1
Electricité, Eau et Gaz	36 256	36 075	40 756	2,7%	13,0%	0,3
Construction	49 441	37 497	35 495	2,4%	-5,3%	-0,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>592 309</b>	<b>620 311</b>	<b>679 541</b>	45,8%	9,5%	4,2
Commerce	103 466	124 724	134 934	9,1%	8,2%	0,7
Activités d'hébergement et de restauration	29 495	16 216	7 014	0,5%	-56,7%	-0,7
Transports, entrepôts et réparation	57 770	54 853	54 854	3,7%	0,0%	0,0
Poste et Télécommunications	94 314	108 344	137 698	9,3%	27,1%	2,1
Activités financières	28 670	48 539	48 352	3,3%	-0,4%	0,0
Activités de services immobiliers	93 447	93 503	93 212	6,3%	-0,3%	0,0
Activités de services aux entreprises	32 225	20 934	18 900	1,3%	-9,7%	-0,1
Administration publique	79 291	75 029	86 762	5,8%	15,6%	0,8
Éducation	54 778	67 398	92 134	6,2%	36,7%	1,8
Santé et action sociale	17 270	15 456	14 711	1,0%	-4,8%	0,0
Activités de services collectifs et personnels	29 361	28 435	29 052	2,0%	2,2%	0,0
<b>SIFIM</b>	<b>-27 778</b>	<b>-33 120</b>	<b>-38 082</b>	-2,6%	15,0%	-0,4
				0,0%		0,0
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>1 178 458</b>	<b>1 235 657</b>	<b>1 306 720</b>	<b>88,0%</b>	<b>5,8%</b>	<b>5,1</b>
<b>Impôts et taxes nets sur les produits (ITNP)</b>	<b>147 728</b>	<b>163 972</b>	<b>178 263</b>	12,0%	8,7%	1,0
ITNP hors TVA (Net de Subventions)	58 626	70 399	68 771	4,6%	-2,3%	-0,1
TVA non déductible	89 102	93 573	109 492	7,4%	17,0%	1,1
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 399 629</b>	<b>1 484 983</b>	100,0%	6,1%	6,1

## Annexe 3: Equilibre des ressources et des emplois de l'économie de 2008 à 2010 à prix courants

	2008	Evolution en valeur de 2009 / 2008	2009	Evolution en valeur de 2010 / 2009	2010
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 482 360	7,2%	1 589 243	6,8%	1 696 878
Importations	746 233	6,9%	797 940	13,5%	905 544
<b>Total Ressources</b>	<b>2 228 593</b>	<b>7,1%</b>	<b>2 387 183</b>	<b>9,0%</b>	<b>2 602 422</b>
Consommation finale (CF)	1 429 604	4,0%	1 486 745	7,2%	1 594 057
Consommation finale privée	1 244 993	4,8%	1 304 751	4,8%	1 367 306
<i>dont CF des ménages</i>	1 219 797	4,8%	1 278 834	4,9%	1 340 871
<i>CF des ISBL-SM</i>	25 196	2,9%	25 917	2,0%	26 435
Consommation publique	184 611	-1,4%	181 994	24,6%	226 751
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	266 658	20,4%	321 071	12,0%	359 596
FBCF Privée	218 009	2,9%	224 322	-1,7%	220 527
FBCF Publique	48 649	98,9%	96 749	43,7%	139 069
Variation des Stocks	23 763	-39,6%	14 360	-53,4%	6 698
Exportations	508 568	11,1%	565 007	13,6%	642 071
<b>Total Emplois</b>	<b>2 228 593</b>	<b>7,1%</b>	<b>2 387 183</b>	<b>9,0%</b>	<b>2 602 422</b>

## Annexe 4: Formation Brute de Capital Fixe par secteur institutionnel

<i>Secteurs Institutionnels</i>	2008	2009	2010
	<i>En valeur courante</i>		
Société financière (SF)	15 539,0	26 744,0	9 311,0
Société non financière (SNF)	133 639,0	112 953,0	126 318,0
Ménage	55 558,0	69 671,0	79 224,0
Administration publique	48 649,0	96 749,0	139 069,0
ISBLSM	13 273,0	14 954,0	5 674,0
<b>Ensemble</b>	<b>266 658,0</b>	<b>321 071,0</b>	<b>359 596,0</b>
<i>Secteur d'activité</i>	<i>En valeur courante</i>		
Privé	218 009,0	224 322,0	220 527,0
Publique	48 649,0	96 749,0	139 069,0
<b>Ensemble</b>	<b>266 658,0</b>	<b>321 071,0</b>	<b>359 596,0</b>

## Annexe 5: Matrice de l'emploi

	Salariés		Entrepreneurs Individuels			Total	Poids dans l'emploi total	Poids des Branches dans Secteur
	Déclarés	Non Déclarés	Patrons	Pour Compte Propre	Aide Familiale			
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>3 003</b>	<b>8 085</b>	<b>1 744</b>	<b>854 432</b>	<b>161 757</b>	<b>1 029 021</b>	41,0%	100,0%
- PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIÈRE	1 867	2 871	1 420	840 062	157 388	1 003 608	40,0%	97,5%
- PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTATION	-	3 323	1	-	-	3 324	0,1%	0,3%
- PRODUITS DE L'ÉLEVAGE	652	1 334	255	7 749	3 958	13 948	0,6%	1,4%
- PRODUITS DE LA CHASSE	9	4	2	97	7	119	0,0%	0,0%
- PRODUITS DE L'EXPLOIT. FORESTIÈRE ET DE CUEILLETTE	384	68	28	706	121	1 307	0,1%	0,1%
- PRODUITS DE LA PÊCHE	91	485	38	5 818	283	6 715	0,3%	0,7%
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>20 003</b>	<b>18 477</b>	<b>3 436</b>	<b>258 778</b>	<b>100 757</b>	<b>401 451</b>	16,0%	100,0%
- PHOSPHATE	1 649	-	-	-	-	1 649	0,1%	0,4%
- PROD. ABATT. TRANSF. ET CONSERV. VIANDE, POISSON	40	133	73	2 436	182	2 864	0,1%	0,7%
- CORPS GRAS	170	48	7	600	72	897	0,0%	0,2%
- BOISSONS ET STUPÉFIANTS	1 155	1 244	90	10 147	392	13 028	0,5%	3,2%
- PDTS DU TRAVAIL GRAINS, PD AMYLACES, ALIM. ANIMAUX	125	1 865	97	1 574	168	3 829	0,2%	1,0%
- AUTRES PRODUITS AGROALIMENTAIRES	716	3 301	289	6 762	1 318	12 386	0,5%	3,1%
- PRODUITS DE L'ÉGRENAGE DE COTON	1 426	-	1	-	-	1 427	0,1%	0,4%
- AUT. PDTS TEXTILES, ART. D'HABILLEMENT ET EN CUIR	7	2 276	822	116 685	69 021	188 811	7,5%	47,0%
- PRODUITS DU TRAVAIL DE BOIS	933	516	208	20 541	4 180	26 378	1,1%	6,6%
- PAPIERS, CARTONS ET ARTICLES EN PAPIER ET CARTON	27	15	2	27	3	74	0,0%	0,0%
- PROD. DE L'ÉDIT, IMPRIM. REPROD. ENREGIST. SONORES	665	319	97	876	247	2 204	0,1%	0,5%
- PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS	62	22	2	18	2	106	0,0%	0,0%
- PRODUITS CHIMIQUES	4 447	3 234	191	1 129	307	9 308	0,4%	2,3%
- MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	1 618	820	28	1 715	305	4 486	0,2%	1,1%
- PROD. DE MÉTALLURGIE, FONDERIE, TRAVAIL DES MÉTAUX	1 286	782	390	16 305	5 630	24 393	1,0%	6,1%
- MACHINES, ÉQUIPEMENT ET MATÉRIELS DIVERS	455	74	6	198	42	775	0,0%	0,2%
- AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE	1 435	1 382	311	19 378	3 904	26 410	1,1%	6,6%
- TRAVAUX DE CONSTRUCTION	3 787	2 446	822	60 387	14 984	82 426	3,3%	20,5%
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>209 210</b>	<b>84 529</b>	<b>8 568</b>	<b>713 810</b>	<b>60 914</b>	<b>1 077 031</b>	43,0%	100,0%
- VENTES	18 914	14 029	2 773	415 826	17 704	469 246	18,7%	43,6%
- SERVICES DE RÉPARATION	2 154	898	361	28 253	7 250	38 916	1,6%	3,6%
- SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION	505	5 150	675	107 351	5 424	119 105	4,7%	11,1%
- SERVICES DE TRANSPORTS ROUTIERS ET PAR CONDUITES	8 238	11 599	1 377	57 585	9 204	88 003	3,5%	8,2%
- SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	500	-	11	-	-	511	0,0%	0,0%
- AUTRES SERVICES DE TRANSPORTS	633	899	18	479	61	2 090	0,1%	0,2%
- SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	6 292	2 657	256	7 656	260	17 121	0,7%	1,6%
- SERVICES DE POSTE ET DE TÉLÉCOMMUNICATION	4 424	764	105	-	-	5 293	0,2%	0,5%
- SERVICES D'INTERMÉDIATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE	7 755	1 685	160	972	15	10 587	0,4%	1,0%
- SERVICES D'ASSURANCE	322	12	-	5	-	339	0,0%	0,0%
- SERVICES AUXILIAIRES FINANCIERS ET D'ASSURANCE	1 100	264	17	168	3	1 552	0,1%	0,1%
- SERVICES IMMOBILIERS ET DE LOGEMENT	221	40	16	955	35	1 267	0,1%	0,1%
- SERVICES AUX ENTREPRISES	18 607	4 759	682	11 684	1 202	36 934	1,5%	3,4%
- SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	30 798	3 611	-	-	-	34 409	1,4%	3,2%
- SERVICES D'ÉDUCATION	74 832	22 048	899	111	-	97 890	3,9%	9,1%
- SERVICES DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE	23 062	3 677	534	12 962	723	40 958	1,6%	3,8%
- SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	10 853	12 437	684	69 803	19 033	112 810	4,5%	10,5%
<b>Total général</b>	<b>232 216</b>	<b>111 091</b>	<b>13 748</b>	<b>1 827 020</b>	<b>323 428</b>	<b>2 507 503</b>	100,0%	-









## Annexe 7: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale appelée le système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93) qui est un ensemble articulé de comptes macroéconomiques, de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles d'enregistrement donnant une image complète et cohérente de l'économie.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et la disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN 93 admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2007 (année de base), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a adopté une méthodologie concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

### *A- Les nomenclatures*

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; car elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques. Il existe deux grandes catégories de nomenclatures:

- Les nomenclatures standards imposées par le SCN93 et utilisées comme telles par l'ensemble des pays (cas de la nomenclature des secteurs institutionnels et des nomenclatures d'opérations de la comptabilité nationale) ;
- Les nomenclatures adaptables aux réalités économiques de chaque pays (cas des nomenclatures des activités et des produits ainsi que des nomenclatures des modes de production).

Les nomenclatures des activités et des produits utilisées par le Togo sont basées sur les nomenclatures des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et les nomenclatures des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA) qui sont toutes inspirées de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI Révision 3).

Pour les comptes nationaux de 2010 à l'instar des comptes de 2007, ces nomenclatures ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures agrégées comptent 44 branches d'activités au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (le plus détaillé) y compris les corrections territoriales et les produits d'attente.

### *B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux*

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu

qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre étapes principales:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches);
- les synthèses (TRE, TCEI, TEI et Matrices de qui à qui).

### *Démarches d'élaboration*

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN93 et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent à la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit ; les comptes de branches d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités à mener.

### *Activités réalisées*

#### *Travaux de l'étape 1*

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN 93).

#### *Travaux de l'étape 2*

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
  - ✓ Saisie
  - ✓ Codification

- ✓ Apurement des fichiers
- ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale
- ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données
- Travaux transversaux qui consistent à la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

### ***Travaux de l'étape 3***

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
  - ✓ L'élaboration des équilibres ressources – emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée
  - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation)
  - ✓ L'élaboration des opérations de transfert entre secteurs institutionnels
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

### ***Travaux de l'étape 4***

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN 93 : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);
- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

### ***Difficultés rencontrées***

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux plus détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2010, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables
- Difficulté d'obtention des données sous format facilement exploitable
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation des certaines études thématiques
- Le faible effectif du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux

- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

### ***C- Estimations de quelques agrégats***

#### ***Loyers imputés***

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés a été obtenue à partir des résultats de l'enquête QUIBB 2006 concernant la rubrique des dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires.

#### ***Le calcul de la Consommation du Capital fixe de l'administration publique***

La consommation du capital fixe de l'administration publique (CCF) a été estimée à partir de la formation brute du capital fixe (FBCF) de l'administration publique sur les 15 dernières années réévaluée aux prix de 2007 en utilisant le déflateur du produit intérieur brut (base 100 en 2000). Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus).

La FBCF réévaluée de chaque année compte pour  $1/15^{\text{ème}}$  dans le calcul de la consommation du capital fixe (CCF) et la série de FBCF sur laquelle est calculée la CCF s'étend de 1993 à 2007. La CCF de l'année en cours est alors calculée comme la somme du quinzième de la FBCF des 15 dernières années, réévaluée aux prix de l'année en cours. La réévaluation est faite à partir du déflateur du PIB, car celui de la FBCF n'étant pas connu.

#### ***La production du secteur informel***

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur le secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

#### ***La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)***

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer leur apport à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également

été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée forfaitairement à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

### ***Les statistiques du commerce extérieur***

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, la DGSCN a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec la Commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux de 2007 en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur.

### ***Le calcul de la production de la construction***

La branche « Construction » dans la nomenclature des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche BTP. Mais l'évaluation de la formation brute du capital fixe (FBCF) en BTP, provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
  - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat
  - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale
  - ✓ Le budget des collectivités locales
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2006 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont

celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale
- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2006 augmentée et de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

#### ***Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)***

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

---

## GLOSSAIRE

### *Activité principale*

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

### *Activité secondaire*

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

### *Administrations publiques (comme unités institutionnelles)*

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

### *Administrations de sécurité sociale*

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

### *Administrations locales*

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

***Aides à l'investissement***

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

***Autres transferts courants***

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

***Autres transferts en capital***

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

***Besoin/Capacité de financement***

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

***Biens***

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

***Branche d'activité***

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN est la CITI (Rev 3).

### ***Consommation de capital fixe***

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

### ***Consommation finale***

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

### ***Consommation finale effective des administrations publiques***

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

### ***Consommation finale effective des ISBLSM***

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

### ***Consommation finale effective des ménages***

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

### ***Consommation intermédiaire***

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

### ***Contribution à la croissance***

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

### ***Déflateur***

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

### ***Dépense de consommation finale des administrations publiques***

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

### ***Dépense de consommation finale des ISBLSM***

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

### ***Dépense de consommation finale des ménages***

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

### ***Dépense finale***

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

### ***Dépense imputée***

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

### ***Excédent d'exploitation***

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

### ***Exportations de biens et de services***

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

### ***Formation brute de capital***

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

### ***Formation brute de capital fixe***

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

### ***Importations de biens et de services***

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

### ***Impôt sur un produit***

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

### ***Impôts***

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits “sans contrepartie” parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l’unité individuelle qui effectue le paiement, même s’il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d’autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

### ***Indicateur de pouvoir d’achat***

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de résidence suivant l’unité monétaire encours. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l’indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l’indice du revenu et l’indice des prix.

### ***Indice de prix***

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d’un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

### ***Indice de quantité***

Un indice de quantité est construit à partir d’informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l’indice de quantité n’a aucune signification économique s’il repose sur l’addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu’il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

### ***Institutions sans but lucratif***

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d’être une source de revenu, de profit ou d’autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

### ***Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)***

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

***Ménage***

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

***Prix c.a.f.***

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point où le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

***Prix constants***

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

***Prix d'acquisition***

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

***Prix de base***

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à

recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

### ***Prix du marché***

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

### ***Prix du producteur***

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

### ***Prix f.a.b.***

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

### ***Production marchande***

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulee autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulee sur le marché.

### ***Production non marchande –autre***

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

### ***Production pour usage final propre***

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

***Produit Intérieur Brut (PIB)***

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

***Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production***

Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

***Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses***

Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

***Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu***

Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

***Rémunération des salariés***

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

***Reste du monde***

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

***Revenu mixte***

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

***Revenus de la propriété***

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les

loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

### ***Revenus primaires***

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

### ***Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale***

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

### **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

### ***Secteurs Institutionnels***

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)
- Les administrations publiques (APU)
- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

### ***SCN (Système de comptabilité nationale)***

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

### ***Secteur informel***

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation,

avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

### ***Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)***

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

### ***Subventions***

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

### ***Taux de couverture***

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

### ***Taux de croissance réel du PIB***

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n - 1

### ***Taux de pénétration***

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

### ***Taux d'ouverture de l'économie***

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

### ***Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)***

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital, alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

### ***Transfert***

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

### ***Transferts en nature***

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

### ***Transferts sociaux en nature***

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

### ***Unité institutionnelle***

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

### ***Valeur ajoutée brute***

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où

proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.